L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 25 SEPTEMBRE 1854.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Editeurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. N. DUFOUR.
DIVERGNE. S. HARNY
No 83, RUE DE CHARTRES.
NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 25 SEPTEMBRE.

LES MOHICANS DE PARIS.

Tous les abonnements nouveaux, faits dans le courant du présent mois, recevront gratuitement, et à titre de prime, les CINQ PREMIERS VOLUMES des MOHICANS DE PARIS, déjà publiés.

L'ESPAGNE ET SES COLONILLES.

Nous ne savons ce que le sort réserve à Cuba, mais son avenir préoccupe vivement l'Ancien et le Nouveau Monde. Si jamais cette brillante colonie s'affranchit de la domination de la métropole, il est évident qu'elle viendra s'absorber dans la majestueuse unité de la république du nord. Il ne lui sera pas impossible de se constituer Etat indépendant, mais elle devra tôt ou tard modifier cette forme de gouvernement. Elle n'aura—toujours dans l'hypothèse de son affranchissement—ni flotte ni armée, ce sera ce qu'on appelle pas en nous disant. Attirés d'un autre côté par l'Union américaine qui sera devenue son modèle et qui aura tant d'intérêt à se l'attacher, il lui sera impossible de ne pas se livrer aux *annexionistes* qui pulluleront dans les deux pays.

C'est ce que prévoient les grands Etats européens et c'est ce qui les porte à prêcher à l'Espagne l'appui de leur influence morale. Ils verraient avec peine les Etats-Unis maîtres absolus du golfe du Mexique. Cuba est pour nous une barrière : qu'elle tombe, et l'équilibre qui existe encore entre la puissance maritime de l'Ancien Monde et la nôtre dans les mers américaines, sera à jamais détruit.

La presse française et anglaise, de toutes les opinions, s'accorde sur ce point fondamental que Cuba doit appartenir à l'Espagne. Mais que doit faire cette puissance pour conjurer le péril qui la menace et conserver sa colonie ? Chaque journal a son moyen qu'il préconise et qu'il recommande d'une manière toute spéciale au gouvernement espagnol. Les uns suggèrent le cabinet de Madrid à suivre l'exemple de l'Angleterre et à ouvrir ses colonie à la participation des droits politiques. Les autres conseillent une réduction des droits d'entrée et d'exportation. Ceux-ci voient dans l'admission des créoles à l'exercice des fonctions publiques une sauvegarde certaine contre l'esprit d'insurrection. Ceux là maintiennent que l'abolition de l'esclavage assurera seule à l'Espagne la possession de sa colonie.

Nous ne voyons pas que tout ces conseils soient bons le dernier. Quoiqu'il en soit, voici l'article du *Journal des Débats*. Il la donne avec une foi entière dans son efficacité :

L'Espagne sait à Cuba une politique plus sévère que celle qu'elle avait maintenue jusqu'à la fin au Mexique, au Pérou et dans ces autres possessions continentales en Amérique. Cependant elle n'a pas encore renoncé complétement, il semble, à la politique embrassée qu'elle pratiquait autrefois dans toutes ses colonies. Elle y tient en vigueur la règle d'après laquelle, au Mexique et au Pérou, les Créoles ne pouvaient sang espagnol étaient exclus des fonctions publiques de quelque importance, de sorte que lorsque le gouvernement espagnol ne pouvait plus maintenir sa domination en Amérique, il était obligé de la laisser entre les mains des Européens. Le système espagnol a été appliqué à Cuba avec une rigueur encore plus grande. Les Créoles ne peuvent pas même être admis dans la milice. Ils ne peuvent pas être officiers, ni même sous-officiers. Ils ne peuvent pas être admis dans la magistrature. Ils ne peuvent pas être prêtres. Ils ne peuvent pas être professeurs. Ils ne peuvent pas être médecins. Ils ne peuvent pas être pharmaciens. Ils ne peuvent pas être notaires. Ils ne peuvent pas être avocats. Ils ne peuvent pas être employés dans les douanes. Ils ne peuvent pas être employés dans les postes. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de timbre. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la loterie. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la police. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la santé. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la douane. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la poste. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la monnaie. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la marine. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la guerre. Ils ne peuvent pas être employés dans les bureaux de la justice